



## NOTE DE SERVICE

N° 03-036-A1-M0 du 10 avril 2003

NOR : BUD R 03 00036 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### VERSEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

#### ANALYSE

Lettres dépersonnalisées relatives aux avances de taxe d'enlèvement des ordures ménagères perçues par les établissements publics de coopération intercommunale en début d'activité

Date d'application : 09/04/2003

#### MOTS-CLÉS

RECouvreMENT ; COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; TAXE ORDURE MÉNAGÈRE ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNAL ; AVANCE

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 03-005-M0 du 17 janvier 2003

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	T									

#### DIFFUSION

GT 32

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4A*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6C*

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE N° 1 : Lettre dépersonnalisée à un trésorier-payeur général.....	4
ANNEXE N° 2 : Lettre dépersonnalisée au président d'un syndicat intercommunal.....	7
ANNEXE N° 3 : Lettre dépersonnalisée à un trésorier-payeur général.....	9

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des comptables du Trésor trois lettres dépersonnalisées, dont l'une adressée au président d'un syndicat de communes, les deux autres à des Trésoriers-Payeurs Généraux, en réponse à leurs interrogations sur les conditions de versement des avances au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en début d'activité ou percevant la TEOM pour la première fois.

La première lettre (en annexe 1) rappelle l'ensemble des dispositions applicables en matière d'avances, attachées soit au régime fiscal des EPCI concernés (avec ou sans fiscalité propre), soit à la nature des évolutions affectant l'EPCI (création ou bien extension de compétences ou de périmètre).

Les deux suivantes (annexes 2 et 3) traitent plus particulièrement du cas des syndicats de communes.

#### *☞ Cas particulier des syndicats*

A cet égard, il est rappelé que les syndicats intercommunaux, EPCI sans fiscalité propre, n'entrent pas dans le champ d'application des mesures instituées par l'article 53 de la loi de finances rectificative pour 2000 et par l'article 37-II de la loi de finances rectificative pour 2001, codifiés à l'article L. 5211-35-I du code général des collectivités territoriales.

Aussi, la première année où ils sont soumis au régime de la TEOM, la loi n'autorise pas le versement d'avances à ces établissements avant le vote de leur budget.

Dans ces conditions, les comptables locaux, dans leur rôle de conseil auprès des élus, sont invités à recommander aux présidents des syndicats de prendre toutes mesures pour que le vote du budget intervienne le plus tôt possible dans l'année d'entrée en vigueur du nouveau régime.

Dans l'hypothèse où le budget a pu être voté et rendu exécutoire avant la fin de l'année précédente, les avances peuvent être effectuées dès le mois de janvier sur la base du produit attendu au titre de la TEOM.

A défaut, le versement des avances de TEOM est maintenu au profit des communes membres du syndicat, sur la base du montant des rôles émis l'année précédente. Celles-ci peuvent toutefois, sur la base de conventions, reverser les douzièmes correspondants aux syndicats, sous forme d'avances de trésorerie, selon les modalités prévues par l'instruction n° 03-005-M-0 du 17 janvier 2003.

#### *☞ L'ajustement des avances pour tous les nouveaux EPCI*

Enfin, dès lors qu'un EPCI subit des modifications importantes de son produit fiscal (à la hausse comme à la baisse), l'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux est appelée sur la nécessité d'ajuster, dès que possible dans l'année, les bases de liquidation de ses avances et de celles de ses communes membres, comme indiqué dans l'instruction codificatrice n° 94-123-A-R du 23 décembre 1994 (Titre 1, chapitre 2, page 7).

En effet, dans ce cas, il convient de ne pas attendre la notification par les directions des services fiscaux des « états de notification des taux d'imposition des taxes », et de procéder dès le mois d'avril à la mise à jour des bases de liquidation des avances de l'EPCI et de ses communes membres au vu des budgets rendus exécutoires.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

HERVÉ GUILLOU

## ANNEXE N° 1 : Lettre dépersonnalisée à un trésorier-payeur général

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le

4ÈME ET 6ÈME SOUS-DIRECTIONS

BUREAUX 4A / 6C

120, RUE DE BERCY

TÉLÉDOC : 741

75572 PARIS CEDEX 12

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

À

Ref : Votre lettre

.....

MONSIEUR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

.....

OBJET : Versement des avances au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Par lettre visée en référence, vous avez appelé mon attention sur la situation des EPCI qui exercent de nouvelles compétences en matière de collecte et d'élimination des déchets ménagers et nouvellement soumis au régime de la TEOM.

Vous soulignez qu'en l'absence de produit de référence au titre de l'année précédente, il n'est procédé à aucun versement d'avances de TEOM avant le vote du budget par ces EPCI.

Dans les faits, vous êtes conduit à n'opérer la régularisation des avances qu'à partir du mois de juin au titre des six premiers mois de l'année, ce qui entraîne des difficultés de trésorerie pour certains d'entre eux.

Afin de sensibiliser les ordonnateurs aux règles en vigueur, vous avez rappelé aux comptables de votre département les deux solutions permettant aux EPCI d'obtenir un financement de la nouvelle compétence, dès le début de l'année où ils commencent à l'exercer :

- le vote du budget avant la fin de l'année qui précède, afin qu'il soit rendu exécutoire par le préfet pour la mi-janvier de l'année au titre de laquelle l'EPCI va percevoir la TEOM pour la première fois ;
- la signature de conventions avec les principales communes membres percevant actuellement la TEOM.

Vous me demandez enfin si une évolution juridique pourrait être envisagée, à l'instar des dispositifs mis en place, d'une part, au profit des EPCI soumis à la taxe professionnelle unique par l'article 53 de la loi de finances rectificative pour 2000 et, d'autre part, au profit des EPCI à fiscalité additionnelle par l'article 37-II de la loi de finances rectificative pour 2001.

Ces questions appellent de ma part les remarques suivantes.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Les EPCI nouvellement créés peuvent percevoir des avances avant le vote de leur premier budget, sous certaines conditions. Il convient toutefois de distinguer plusieurs cas de figure, selon le régime fiscal de l'EPCI concerné (sans ou avec fiscalité propre) et en fonction des évolutions qui l'ont affecté (création, ou bien, extension de compétences ou de périmètre).

### **1. Les EPCI sans fiscalité propre**

Selon la volonté du législateur, seuls les EPCI à fiscalité propre bénéficient de cette possibilité, conformément aux dispositions du II de l'article 53 précité de la loi de finances rectificative pour 2000 « *Les dispositions du I s'appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, à l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre nouvellement créés* ».

Les EPCI sans fiscalité propre, notamment les syndicats intercommunaux, sont donc exclus du champ d'application de la mesure.

Les deux solutions exposées dans votre lettre aux comptables (cf supra) trouvent donc à s'appliquer.

S'agissant de la signature de conventions, bien que cette solution soit relativement lourde en terme de gestion, elle pourra toutefois être mise en œuvre, dès lors que la première solution ainsi que les autres possibilités évoquées ci-après pour les EPCI à fiscalité propre n'ont pas pu être retenues.

Dans ce cas, les communes s'engagent à reverser par avances de trésorerie les douzièmes encaissés de la trésorerie générale (opération non budgétaire donnant lieu à un débit au compte 55112 "Avances de TEOM aux syndicats" par un crédit 515). Les comptes d'avances de trésorerie étant limitativement énoncés par l'instruction M14, il convient dans l'attente de précisions ultérieures, de subdiviser le compte 5511 en 55111 "Avances aux hôpitaux" et 55112 "Avances de TEOM aux syndicats".

Les syndicats procéderont au remboursement des avances lors de la régularisation des douzièmes (Débit 5192 par crédit 515).

Dès lors que les recettes proviennent de la fiscalité, il semble exclu de demander des participations budgétaires aux communes. Celles-ci encaissent les avances par un débit au compte 515 et un crédit au compte 47131. Elle régulariseront ensuite ce compte d'imputation provisoire par un reversement à la trésorerie générale via le compte 466.

### **2. Les EPCI à fiscalité propre**

Les cas de figure suivants doivent être distingués.

- ***Création ou transformation d'un EPCI nouvellement soumis à la taxe professionnelle unique***

En application des dispositions de la lettre collective n° 4934 du 15 janvier 2001 (§ 3.1), la notion de « transfert de fiscalité » peut être interprétée au sens large, ce qui peut amener à examiner au cas par cas, en liaison avec le DSF, le préfet et les élus concernés, les possibilités de mise en place d'un transfert de fiscalité au profit de l'EPCI, non seulement pour la taxe professionnelle, mais aussi pour la TEOM.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

**• Extension des compétences ou du périmètre d'un EPCI existant**

Je vous confirme qu'aucun texte ne prévoit actuellement la modification des bases de liquidation des avances de fiscalité directe locale pour prendre en compte en début d'année des extensions de compétence ou de périmètre des EPCI.

Cependant, indépendamment de son régime fiscal (taxe professionnelle unique ou fiscalité additionnelle), un EPCI qui étend ses compétences ou son périmètre dans le cadre de la collecte et l'élimination des ordures ménagères peut, à titre exceptionnel, percevoir des avances anticipées, non sur la base juridique des textes précités concernant les établissements nouvellement créés, mais sur le fondement du troisième alinéa de l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales, si cet EPCI se trouve momentanément dans l'impossibilité de faire face à ses dépenses obligatoires.

Préalablement, le versement de telles avances, par anticipation sur le rythme normal, et calculées sur la base du produit fiscal net perçu l'année précédente, devra être autorisé par un arrêté du préfet dans les conditions prévues au chapitre 2.4 du titre 1 de l'instruction codificatrice n° 94-123-A-R du 23 décembre 1994 relative aux versements financiers de l'Etat aux collectivités locales.

En revanche, dans ces situations particulières, j'appelle votre attention sur la nécessité de procéder à l'ajustement du montant des avances de fiscalité le plus tôt possible dans l'année.

Par conséquent, quel que soit le cas de figure rencontré (ci-dessus évoqués), je vous invite à ne pas attendre l'envoi par les services fiscaux des « états de notification des taux d'imposition des taxes » et à régulariser dès le mois d'avril le montant des avances, aussitôt que les budgets prenant en compte le produit fiscal attendu sont rendus exécutoires. Ces informations peuvent être obtenues auprès de la préfecture ou des comptables gérant les EPCI et les communes membres.

## ANNEXE N° 2 : Lettre dépersonnalisée au président d'un syndicat intercommunal

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
 6<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION  
 BUREAU 6C  
 4<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION  
 BUREAU 4A  
 139, RUE DE BERCY  
 TÉLÉDOC : 687  
 75572 PARIS CEDEX 12

Paris, le

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 4 février 2003, vous m'avez fait part des difficultés auxquelles votre établissement est confronté en l'absence de versement d'avances sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

En effet, alors que le syndicat dont vous avez la charge a voté la mise en place de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour application au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et que les communes adhérentes à ce syndicat intercommunal n'ont pas inscrit à leur budget les sommes correspondantes à la TEOM, le syndicat ne sera pas, selon vous, en mesure de faire face au remboursement de ses charges en février 2003, notamment les salaires du personnel, car le versement d'avances mensuelles de fiscalité lui a été refusé.

Votre courrier a retenu toute mon attention.

En premier lieu, je vous confirme que si des mesures législatives ont bien été prises en faveur des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre nouvellement créés, (article L.5211.35.1 du code général des collectivités territoriales et article 37-II de la loi de finances rectificative pour 2001) afin de permettre à ces structures de bénéficier d'avances mensuelles dès le mois de janvier, avant le vote du budget de l'année en cours, ces dispositions ne sont pas applicables aux syndicats intercommunaux.

C'est la raison pour laquelle, en accord avec la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur et pour tenir compte des difficultés que vous me signalez, une disposition particulière a été introduite à la demande de la direction générale de la comptabilité publique dans la circulaire interministérielle NOR n°LBL B 02 10041 C du 31 décembre 2002.

Monsieur  
 Président du

.....  
 .....

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Cette circulaire, diffusée sur le portail internet des élus locaux du MINEFI ([www.colloc.minefi.gouv.fr](http://www.colloc.minefi.gouv.fr)) en tout début janvier 2003, autorise désormais les communes adhérentes d'un syndicat intercommunal à consentir à ce dernier, à titre gratuit, des avances de trésorerie. En effet, les communes continuent à percevoir des douzièmes de fiscalité calculés dans les conditions de l'année précédente jusqu'à ce que le syndicat intercommunal ait adopté son budget et voté ses taux.

Ce dispositif est d'une grande souplesse d'application car il n'est pas nécessaire que toutes les communes adhérentes élaborent une convention avec l'entité intercommunale. Dans le cas de votre syndicat, qui regroupe vingt-sept communes, la signature de quelques conventions avec les communes les plus importantes aurait sans doute pu être envisagée, début février, lorsque vos services ont eu connaissance de ce nouveau dispositif.

Cela étant, votre collaboratrice, ....., ayant précisé par téléphone à l'un de mes collaborateurs, avant que votre lettre me parvienne, qu'il lui paraissait plus simple désormais de préparer le budget afin qu'il puisse être voté dans les meilleurs délais, sauf à recourir à une ligne de trésorerie, je tiens à vous faire connaître que j'ai rappelé au trésorier-payeur général de ..... qu'il lui appartenait de procéder au versement des avances de fiscalité dès que le budget du syndicat sera exécutoire, sur la base des éléments fournis par le comptable chargé de la gestion de l'établissement public dans les délais les plus brefs après le vote du budget.

Tels sont les éléments de réponse qu'appelle de ma part votre intervention.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



## ANNEXE N° 3 : Lettre dépersonnalisée à un trésorier-payeur général

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le

4<sup>ÈME</sup> ET 6<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTIONS  
BUREAUX 4A /6C  
120, RUE DE BERCY  
TÉLÉDOC : 741

75572 PARIS CEDEX 12

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

À

MONSIEUR LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL

.....

SIGNALÉCABINET

Par lettre du 4 février 2003, le président du syndicat ..... m'a fait part de ses difficultés, face à l'impossibilité de percevoir des avances sur le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) avant le vote de son budget.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie de la réponse que je lui ai adressée à ce sujet.

En effet, en l'état actuel des textes, les nouveaux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sans fiscalité propre, tels que les syndicats de communes, ne peuvent percevoir des avances de fiscalité avant le vote de leur premier budget.

Toutefois, je tiens tout particulièrement à attirer votre attention sur la nécessité, au cas d'espèce, de faire application des dispositions de l'instruction codificatrice n°94-123-A-R du 23 décembre 1994 relative aux versements financiers de l'État aux collectivités locales (titre 1, chapitre 2, page 7).

Ainsi, lorsqu'un nouvel EPCI ne peut prétendre au versement d'avances sur le produit de la fiscalité avant le vote de son premier budget, il convient de saisir au plus tôt comme base de calcul de ses avances le montant de la fiscalité attendue qui figure sur le budget qu'il a voté.

Cette opération peut être effectuée dès le mois de mars (ou avril au plus tard), sans attendre la notification des bases par les services fiscaux, qui n'intervient le plus souvent qu'en juin ou juillet.

## ANNEXE N° 3 (suite et fin)

Dès lors, il appartient au receveur de l'établissement concerné de vous communiquer ces informations dès que le budget du syndicat est exécutoire. Parallèlement, il convient d'actualiser les bases de liquidation des avances des communes membres, qui ne peuvent plus prétendre au versement de douzièmes de TEOM.

Bien évidemment, ces dispositions sont également valables pour les autres syndicats récemment créés dans votre département, s'ils se trouvent dans la même situation.